



**QUEL AVENIR POUR LE SERVICE SOCIAL SCOLAIRE ? Après les regrets de Monsieur le Directeur Adjoint : la révolte des agents du service !
VENEZ VOUS RASSEMBLEZ VENDREDI 26 JUIN à 11H30
Pour tous les agents de la DASES**

Les organisations syndicales CFDT, UNSA, SUPAP FSU ont été reçues en audience le 27 mai 2015 par la direction sur le projet de service social scolaire.

Nous avons alerté la direction sur :

- la souffrance des équipes sur le terrain,
- la non reconnaissance du travail fourni,
- la fin du travail de prévention,
- la vraie restructuration que représente ce nouveau projet entraînant des bouleversements importants.

Nous avons réaffirmé :

- l'absence de cohérence dans les critères choisis,
- le décalage entre la réalité du travail sur les secteurs et les résultats par point donnés dans les écoles,
- la non prise en compte des données remontées par les équipes lors des groupes de travail.

Nous avons donc demandé une vraie analyse de terrain basée sur de bons critères et une vraie consultation des personnels concernés. !

Nous avons approuvé la nécessité de créer des postes dans l'est parisien mais nous refusons que cela se fasse avec de nouvelles suppressions de postes dans les autres secteurs !

Nous avons redemandé

- des chiffres réels des agents en Équivalent Temps Pleins
- une lisibilité sur les mouvements des cadres et des SMS.

Nous avons répété :

- notre indignation de la non-prise en compte de l'évaluation des AS de CAPP, maillons privilégiés des collègues scolaires, alors même qu'elles ont une expertise des secteurs,
- notre inquiétude de l'absence d'évaluation des risques psycho sociaux dans le projet de service.

- la non-prise en compte des remontées et alertes des organisations syndicales, rappelant que le dialogue social ne se limite pas à un agenda de réunions.

Nous avons souligné l'absence d'un discours clair sur les critères pour les choix de secteur, entraînant des conflits entre collègues. Nous nous sommes insurgés devant la communication de l'administration tentant à faire croire que les organisations syndicales avaient fait ce choix. Cette réorganisation s'inscrit parfaitement dans une politique d'appauvrissement et de démantèlement du secteur social, un maillon indispensable de la cohésion sociale.

La direction a énoncé trois regrets:

- le malentendu sur la responsabilité attribuée par erreur de l'administration sur les organisations syndicales concernant le choix des critères : «ancienneté dans le corps d'Assistant Socio-Éducatif des administrations parisiennes »
- la progressivité de la démarche avec un projet participatif pour les équipes grâce aux différents ateliers, avec un intervenant extérieur gage de neutralité, ne permettent pas encore d'objectiver pour tous les éléments du diagnostic.
- qu'un projet lancé fin 2012, avec des échanges avec les organisations syndicales (CT, réunions informelles) peut encore aujourd'hui être remis en cause.

La direction de la DASES :

- refuse de remettre en cause le projet de service,
- dit s'engager à alléger un secteur du jour au lendemain si nécessaire
- organise une réunion le 29 juin pour le choix des postes pour les AS contraints à changer de secteur ou ceux qui souhaitent muter.
- assurera la finalisation du projet pendant les congés d'été
- officialise les remplacements de longues durées par 3 AS « volantes »
- précise l'organisation des remplacements en interne de courte durée pour "toutes les situations de protection de l'enfance et les situations hors protection de l'enfance lorsque la finalisation du dossier ne peut attendre le retour d'un collègue".

À propos des Risques psycho-sociaux, la Direction se veut rassurante en déclarant qu'ils sont pris en compte individuellement par le chef de bureau et le responsable de territoire comme dans toute la DASES.

Lors du CHSCT, une majorité de mandatés syndicaux, ont votés une délibération, demandant une expertise extérieur sur l'importance des modifications envisagées au niveau des conditions de travail : réorganisation territoriale du service et des modalités de remplacement au sein du service.

Nous ne pouvons pas accepter ce pseudo dialogue social. Pour la prise en compte du travail effectué par nos collègues, l'abandon des critères choisis et une vraie analyse de terrain, la création effective de postes dans le nord/est parisien.